

Il y aura bien un centre de rétention à Pessac, confirme la préfecture de Gironde

Vendredi 18 février 2022 à 18:24 - Par [Julien Morceli](#), [France Bleu Gironde](#)

Lors d'une réunion organisée ce vendredi 18 février à la préfecture de Gironde, la préfète a confirmé la construction du futur centre de rétention administrative dans le quartier Monteil. Le permis de construire sera délivré au mois de septembre. Le chantier commencera en 2023.



Le centre de rétention administrative se trouve dans les sous-sols de l'hôtel de police de Bordeaux © Radio France

La préfète de Gironde Fabienne Buccio recevait ce vendredi 18 février le maire de Pessac Franck Raynal, accompagné de représentants de riverains du quartier Monteil. À l'issue de l'entretien, la préfecture a confirmé la construction dès 2023 du futur centre de rétention administrative à Pessac, à la sortie 13 de la rocade bordelaise, où l'État est propriétaire de terrains le long de l'avenue du Bourgaillh. Il sera composé d'un premier bâtiment de 19 000 mètres carrés capable d'accueillir 140 étrangers en situation irrégulière. Un parking de 120 places sera également construit de l'autre côté de la rocade. Les habitants du quartier se réuniront lundi 21 février pour se constituer en collectif citoyen.

La réunion a duré 2 h 30 et n'aura abouti à aucun accord. Chacun restant campé sur ses positions. **La préfecture a une nouvelle fois refusé l'alternative proposée par le maire de Pessac.** Franck Raynal propose d'installer le centre de rétention administrative sur le Bioparc de Pessac. Une zone inhabitée située à 5 minutes en voiture de l'aéroport de Mérignac. "Ce terrain, nous l'avons étudié il y a un an", confirme le préfet délégué à la sécurité Martin Guespereau. Mais "*il s'est avéré qu'il était impossible de construire sur ce site parce qu'il y a énormément d'espèces protégées*". Le dossier avait été rejeté par la commission nationale de la protection de la nature au nom de la sauvegarde d'espèces protégées.

"Ce n'est pas une prison."

La préfecture a tenu à rassurer les riverains qui craignent d'avoir à vivre à quelques mètres d'une prison. **"On parle d'un bâtiment qui ressemble extérieurement à une entreprise. C'est un bâtiment administratif"**, assure Martin Guespereau. **"Il faut être très clair. Il n'y aura pas de barbelés visibles de l'extérieur parce que la sécurisation des lieux se fera par le bâtiment lui-même."**

Concernant les craintes de nuisances sonores, le préfet délégué à la sécurité promet que ce centre de rétention administrative ne sera pas un *"commissariat de quartier avec des voitures sirènes hurlantes"*. Les fonctionnaires effectueront surtout des procédures juridiques. **"On est sur un travail de bureau"**, ajoute Martin Guespereau. Le permis de construire sera délivré et signé par la préfète Fabienne Buccio au cours du mois de septembre. Le chantier commencera en 2023 pour une livraison prévue sur site début 2024.

Le maire de Pessac opposé au projet

Les terrains sur lesquels seront construits le bâtiment administratif appartiennent à l'État. Ce n'est donc pas au maire de Pessac de signer le permis de construire. **Franck Raynal a tout de même fait part de sa désapprobation.** *"Je suis avec les habitants, je suis contre le projet à cet endroit-là, évidemment"*, a expliqué le maire en sortant de la préfecture. Pourtant, dans un courrier adressé à la préfecture le 30 mars 2021, le maire assurait *"prendre acte"* de la décision d'implanter le bâtiment dans le quartier Monteil.

Pour Laure Curvale, élue d'opposition EELV à la mairie de Pessac, le projet n'a pas sa place à quelques mètres de maisons d'habitation. *"On voit que c'est quand même un espace assez grand, avec des gamins qui jouent au ballon"*, explique Laure Curvale qui a fait le déplacement. Elle se dit opposée au concept de centre de rétention en général, et milite pour des solutions d'intégrations, sans donner plus de détails.

De leur côté, les riverains des quartiers concernés se réuniront lundi 21 février en vue de constituer un collectif d'habitants opposés au projet de centre de rétention administrative.

[Julien Morceli](#) France Bleu La Rochelle